**Assemblée de section du 27 septembre 2019**

**Rapport introductif d’Olivier MUNOZ RODEA**

Chers camarades,

***Fête de l’Huma***

 Je vais commencer évidemment par parler de l’édition 2019 de la Fête de l’Huma qui vient tout juste de se terminer. Notre stand y a enregistré une belle fréquentation et 3 adhésions ont été réalisées. Le montage, la tenue du stand et le démontage ont pu être réalisés dans de bonnes conditions grâce à la mobilisation des camarades et je tiens à les en féliciter.

 Au-delà de notre stand, cette édition a connu plusieurs faits marquants comme le premier discours de Fabien Roussel en tant que secrétaire national à la Fête, qui a eu lieu devant un public très dense et où il a soulevé plusieurs éléments que je reprends dans ce rapport.

 Un détail qui a son importance est l’énorme participation cette année pour le montage et la tenue des stands de personnes proches de nous mais pas encore encartées. Sur l’espace Paris, plusieurs ont d’ailleurs adhéré pendant la Fête et sont d’ores et déjà impliqués dans l’activité du Parti. C’est un élément qui peut paraitre anecdotique mais que je souhaite tout de même souligner car il signifie quelque chose de nouveau en termes d’influence et de rayonnement de notre Parti.

 Un autre élément significatif a été la Marche des fiertés, organisée par des associations LGBTI pas toutes proches de nous, qui partait de Saint-Denis pour finir devant la grande scène juste avant le discours de Fabien. C’est un symbole très fort. Il montre que les ponts qui se sont créés ou recréés durant la campagne des Européennes entre notre Parti et diverses structures de gauche sont durables. C’est là aussi quelque chose de nouveau et surtout d’indispensable sur lequel je reviendrai dans la suite de mon rapport.

 Enfin, l’animation politique autour d’ADP, dont nombre de stands du Parti invitaient à signer directement sur place, a reçu des échos très positifs. Par exemple, sur le stand fédéral de Paris, des camarades ont fait signer non-stop durant les 3 jours et au total, ce sont plusieurs centaines de signatures qui ont été récoltées. Le consensus sur cette question semble total, au moins parmi le public de la Fête, qui n’est pourtant pas exclusivement de gauche ; mais l’actualité sociale et l’enchainement des attaques s’y prêtent sûrement.

***Climat politique et rôle du Parti à gauche***

 Comme je l’ai dit lors du repas des retraités CGT de la RATP sur notre stand, et comme l’a également rappelé Fabien Roussel sur la Grande Scène, à mi-mandat et au prix de multiples reculs sociaux, les promesses de Macron et de son gouvernement ont été tenues : les premiers de cordée se sont enrichis. Très fortement d’ailleurs puisque les 500 plus riches de notre pays ont vu leur patrimoine passer de 570 milliards d’euros en 2017 à 700 milliards en 2019. 130 milliards de plus en à peine 2 ans ! Leur patrimoine a donc augmenté de 22% depuis l’élection de Macron.

 Dans le même temps, et pour pouvoir continuer à alimenter cet appétit démentiel, de nombreuses réformes ont été engagées, pour d’un côté, restreindre le plus possible les dépenses publiques et de l’autre vendre ce qui peut l’être du patrimoine national.

 Cette politique, parce qu’elle est sans fond et n’a pas de limites, continue aujourd’hui avec d’autres mesures comme la vente d’ADP, la mise en concurrence des transports publics et la filialisation de la RATP, ou encore la réforme des retraites.

 Le rôle de notre Parti doit bien sûr être d’aider les salariés et leurs syndicats à empêcher ces reculs mais au-delà de ces batailles concrètes, la question qui se pose plus largement au mouvement ouvrier et donc à la gauche est de comment arriver à inverser la logique et enfin faire payer les plus riches pour développer le pays et les services publics.

 Depuis plusieurs décennies, nous sommes enfermés dans une guerre de positions et de tranchées pour défendre nos conquêtes passées, alors que la droite mène une guerre rapide de mouvement, d’un sujet à l’autre, toute en force et en vitesse et en ne laissant pas le temps d’amener le débat et de construire les résistances nécessaires.

 Si nous voulons à nouveau enregistrer des victoires majeures, nous devons nous aussi être capables de mettre sur la table des sujets avec une vision construite et complète, auxquels la droite ne s’attend pas et où elle a tout à perdre.

 Il nous faut anticiper, mener la réflexion et lancer le débat public sur les sujets que nous identifions et tisser des liens pour préparer le squelette de ce qui pourra être le Front Populaire du 21ème Siècle.

 Pour cela, il est indispensable de répondre à 2 besoins.

 Le premier, c’est celui du projet. Les grandes victoires de la gauche et du mouvement syndical sont toujours arrivées lorsque les forces de gauche ont su voir les choses en grand, donner envie et imaginer de grandes conquêtes impensables à ces époques.

 Soyons lucides, nous ne pourrons plus simplement revenir à un avant-Macron et nous contenter de réclamer un retour au passé. L’évolution de la société et de ses besoins et les chamboulements déjà imposés par le libéralisme nous obligent à être bien plus offensifs et à proposer un projet de société nouveau.

 Il doit s’agir d’un projet qui ne place plus la finance, mais bien l’être humain et la planète au cœur des choix et qui doit être radicalement révolutionnaire, c’est-à-dire ne s’encombrer d’aucune barrière préétablie : tout peut être transformé !

 Le second besoin, c’est celui de l’unité. Le projet de la gauche doit être clair mais surtout partagé : dans la situation actuelle, aucune formation de gauche ne peut espérer gagner seule.

 Face à une droite et une extrême droite de mieux en mieux organisées et toujours plus réactionnaires et anti-sociales, si nous voulons avoir une chance de faire avancer notre projet et le mettre en application, il est indispensable de savoir s’unir sur ce que nous avons en commun. Nous devons être à la hauteur de la période que nous traversons et être capables de créer les ponts nécessaires avec d’autres forces politiques, syndicales et associatives de gauche, et y compris diffuser nos idées au-delà, parmi une majorité de travailleurs et d’organisations pas nécessairement proches de nous.

 Je pense par exemple à notre projet de réforme du financement des retraites ou à la bataille pour ADP qui peuvent largement convaincre des individus qui se disent « apolitiques », voire de droite, de la nécessité de faire autrement.

***Luttes en cours et perspectives***

*Retraites*

 Pour vous donner un exemple, je repartirai du rassemblement du 13 Septembre à Lyby où notre section diffusait le livret Retraites que nous avons édité l’an passé, qui expose à la fois le système que nous connaissons actuellement, les grands axes du projet de réforme et les propositions communistes, notamment pour le financement des retraites.

 Au plus grand étonnement de tous les camarades de la section qui l’ont distribué, il n’y a eu quasiment aucun refus à le prendre, que ce soit de la part des militants CGT mais, bien plus surprenant, pas non plus de la part des militants UNSA ou CFE-CGC présents. La plupart étaient positivement surpris que le PCF soit présent et propose un contre-projet.

 Cela rejoint parfaitement un récent sondage qui indique que près de 2/3 des Français ne font pas confiance au gouvernement pour réformer les retraites, mais le même sondage indique que, dans le même temps, une proportion comparable considère qu’il faut réformer les retraites. Cette apparente contradiction montre bien en fait qu’une majorité de salariés veulent que les choses changent, mais ne veulent plus des recettes libérales. Dans ce contexte, notre position, à la fois opposés à la réforme mais force de propositions, apparait donc positivement.

 C’est l’attitude que nous devons avoir pour toutes les autres mobilisations du moment, notamment parce qu’en donnant un autre modèle à mettre en œuvre, elle aide à renforcer les luttes en rejetant le « There is no alternative » que les libéraux ont réussi à imposer dans les esprits des travailleurs ces dernières décennies.

 Des forces importantes, dans notre régie comme dans d’autres entreprises/secteurs, commencent à se mettre en mouvement. Leur montrer qu’un autre chemin est possible, c’est lutter contre la résignation en montrant que les orientations libérales peuvent-être remplacées et donc rejetées. Notre rôle, en tant que communistes doit donc être de continuer à faire connaitre largement nos propositions et d’alimenter le débat pour faire émerger une alternative possible au projet libéral.

 Pour mener ce travail, il nous faut nous armer.

 Un premier axe passe par la formation : un atelier de contre-propositions sur les retraites va être organisé le Mercredi 2 Octobre à 19h par la fédération de Paris. Il peut être intéressant pour tous les camarades qui souhaitent avoir plus d’arguments et proposer un contre-modèle dans les discussions. Malheureusement, l’horaire peut ne pas convenir à bon nombre de camarades ; si nous en retenons la proposition aujourd’hui, nous pourrions préparer ce même type d’atelier pour qu’il ait lieu la matinée de la prochaine AG en faisant venir Frédéric Rauch et faire un atelier « questions fréquentes » et « propositions du Parti » pour pouvoir argumenter dans les discussions.

 L’autre axe, c’est un matériel simple et clair qui présente et reprend les propositions du Parti en termes de retraites et de leur financement. Si nous le décidons aussi aujourd’hui, nous pourrions commencer à travailler à la rédaction d’un Ca Roule (ou d’un autre matériel si une autre forme nous paraît meilleure) qui traite exclusivement de ce sujet et arrive mi-novembre pour être distribué massivement avant le grand épisode de grève prévu pour décembre. Cela nécessitera un réel engagement de toute la section pour couvrir un maximum de sites, mais l’enjeu en vaut la chandelle et les agents semblent en ce moment très réceptifs et demandeurs d’informations sur ce thème.

Voilà donc deux actions concrètes que nous pouvons prendre pour sensibiliser et aider à mobiliser dans l’entreprise sur les retraites.

*Filialisation, privatisation, ADP… Transports : quelle stratégie d’ensemble ?*

J’en viens aux attaques concernant la RATP.

Le débat que nous avons eu à la fête de l’Huma avec des élus et des représentants de personnels et d’usagers a permis de mettre en relief les dangers que peut amener la multiplication des opérateurs sur un réseau de transport massif exploité aujourd’hui par la seule RATP.

 Y compris les associations d’usagers, alors qu’elles sont plutôt favorables à la mise en concurrence, soulèvent elles-mêmes certains dangers qu’elle peut apporter liés à la fiabilité de certaines entreprises du secteur, aux risques sur l’entretien ou la formation et donc sur la sécurité ou encore sur qui met en place des bus de remplacement en cas d’avaries ou de problème d’un des opérateurs sur une de ses lignes s’il est trop petit pour avoir une réserve disponible ?

 Des doutes sérieux existent donc dans la tête des usagers. Pour autant, dans le système actuel, sans alternative claire, visible et largement connue, ces associations contribueront passivement à l’instauration du Big Bang qui vise à découper et privatiser la RATP.

 Si nous savons proposer un modèle où elles se retrouvent mieux, avec à la fois un haut niveau d’entreprise public et donc de service public, et à la fois de vrais pouvoirs d’intervention et de décision directs dans l’entreprise pour les usagers, au côté des salariés, ils peuvent devenir partie prenante de ce projet et donc, non seulement ne plus contribuer à liquider la RATP, mais même au contraire être les acteurs de l’instauration d’un vrai monopole public du transport.

 Sur ce sujet aussi il nous faut être largement ambitieux et ne pas seulement proposer de conserver un modèle de transport dépassé, déjà largement ouvert à la concurrence et handicapé par les effets de 30 ans de sous-investissement et de politiques libérales.

Nous devons porter un renforcement massif et une réorganisation du service public de transport au sein d’un vrai Pôle Public du Transport composé d’entreprises publiques démocratisées, avec plus de moyens, notamment en augmentant le Versement transport, c’est-à-dire la contribution des entreprises au financement.

A l’heure où le transport est plus que jamais un besoin fondamental, une question simple se pose à notre société : comment peut-on laisser la sacro-sainte « initiative privée » organiser seule un secteur aussi crucial, notamment vis-à-vis de l’enjeu climatique ?

 Le domaine des transports est aujourd’hui une vraie jungle, qui mêle à la fois des compagnies privées et semi-publiques d’aviation, des compagnies privées et des régies publiques pour les trains, les bus et les autocars, des autoroutes privées construites avec de l’argent public, des entreprises gestionnaires de réseaux à qui l’on demande de plus en plus d’économies (voir que l’on vend comme ADP), des sociétés, grandes ou petites, de camions ultra-polluants qui ont prospéré au détriment du fret ferroviaire, des entreprises privées ou des artisans pour les ambulances ou les taxis, mais aussi des auto-entrepreneurs payés à la tâche, salariés déguisés de plateformes de transport ou de livraison comme Uber ou Deliveroo.

 Il est grand temps de mettre de l’ordre dans ce secteur et d’y faire prévaloir l’intérêt général, en organisant de façon rationnelle à la fois la mobilité des personnes et le transport de marchandises sur l’ensemble du territoire, avec l’objectif de préservation de l’environnement. Tout ce que la Loi d’Orientation des Mobilités n’a pas su faire, plombée dès le départ par le credo libéral de ses auteurs.

 Une réflexion doit être menée pour cibler les besoins et permettre une réorganisation, une rationalisation et une uniformisation du secteur sur tout le territoire ainsi que la réaffirmation de son rôle de Service public.

 Cela passera inévitablement par une nationalisation ou renationalisation d’une grande partie des acteurs que j’ai cité et leur fusion, avec y compris une revalorisation du travail qui passe notamment par le statut harmonisé de haut niveau des personnels que nous réclamons et que réclame la CGT.

 Soyons capables de mettre sur la table ce projet et de le soumettre au débat public, pourquoi pas par l’édition d’un livret de qualité comparable à celui des Retraites ?

 C’est une proposition que nous pourrions faire au collectif Mobilité du Parti, pour réalimenter le débat et armer les communistes et leurs élus d’un projet concret et conquérant !

 Le transport, au moins en Ile-de-France, est un sujet fondamental et auquel tout le monde est sensible. Utilisons-le pour faire la démonstration que les solutions collectives sont imbattables face à la jungle privée. Au passage, nous assurerons un avenir pérenne et sous statut à des centaines de milliers de salariés et agents du secteur des transports, aujourd’hui tous menacés.

 Concernant le cas spécifique d’ADP, il aura bien sûr toute sa place dans ce projet global, mais l’urgence, c’est d’empêcher sa vente au privé. J’ai parlé des signatures en faveur du référendum sur l’avenir d’ADP. Il est indispensable que nous la signions toutes et tous : ça ne mange pas de pain, mais si des caps importants sont franchis, voire si les 4,7 millions de signatures sont atteints, ce serait un coup très dur donné à Macron et à la politique libérale. Le peuple serait amené à se prononcer sur la politique de liquidation qu’il a entrepris.

 Pour nous, cette campagne peut aussi être un moment fort pour identifier dans notre entourage et parmi nos collègues celles et ceux qui ont un minimum de fibre de défense du service public et donc à qui nous pourrons également parler d’autres batailles à l’avenir, comme notre projet de service public des transports du 21ème siècle dont je parlais à l’instant.

 D’un point de vue pratique, si l’on en décide aujourd’hui, le Comité de Section va s’occuper de relancer les camarades pour signer et faire signer pour ADP. Autour de nos 182 adhérents, c’est très facilement près d’un millier de personnes qui peuvent signer. Allons donc les voir !

***Municipales***

 Une campagne qui viendra rapidement et dans laquelle projet et rassemblement sont importants est celle des Municipales. Je vais prendre quelques minutes pour ce sujet car nous avons, là aussi, une décision à prendre.

 Notre section, couvre un périmètre géographique énorme puisque c’est celui de l’entreprise. Il est donc régional, voire même au-delà ! C’est la spécificité des sections d’entreprise : contrairement à une section locale, nous travaillons et nous habitons dans un nombre très important de communes en Ile-de-France.

 Les adhérents de notre section ne vont évidemment pas se prononcer sur l’ensemble des candidatures et des alliances à cette échelle. Nous ne pouvons pas non plus nous prononcer pour une position de principe vis-à-vis de telle ou telle force politique puisque les réalités locales, suivant les rapports de force, les équipes municipales sortantes et les enjeux locaux, peuvent être très différentes et varier du tout au tout.

 Nous sommes rattachés à la fédération de Paris et la question de nous prononcer sur la situation parisienne va nous être posée comme à toutes les sections locales et d’entreprise de la fédération.

 Il y a 6 ans, en préparation des dernières Municipales, nous avions fait le choix de faire voter nos adhérents avec les sections locales de leur lieu d’habitation et ne pas participer au vote parisien puisqu’une écrasante majorité de nos adhérents ne vit ni ne travaille à Paris. L’idée était de faire voter les adhérents là où ils connaissent le mieux la situation politique locale et de commencer à les mettre en contact avec les sections locales pour qu’ils puissent éventuellement participer à la campagne ultérieurement.

 Le constat a été très négatif puisque les sections locales et fédérations n’ont pas toutes joué le jeu et des adhérents de notre section qui voulaient voter pour la stratégie et les candidatures du Parti avec la section locale de leur commune n’ont pas toujours pu le faire. Mais surtout, plusieurs camarades, même s’ils n’y habitaient pas, se sont sentis frustrés de ne pas pouvoir décider de la stratégie à Paris. Certains ont même rendu leur carte suite à cela. Il faut rappeler qu’à l’époque, il y avait un débat vif entre deux réelles options : union PS-PCF d’un côté ou Front de Gauche de l’autre.

 Aujourd’hui, la situation est différente : le PS n’est plus au pouvoir nationalement, la droite du PS parisien a quitté Hidalgo, le Front de Gauche n’existe plus et France Insoumise ne veut pas d’alliance.

 Le débat est donc bien moins passionné qu’il y a 6 ans. Néanmoins, la question se pose toujours pour nous entre les 3 options suivantes :

* Faire participer tous nos adhérents au vote parisien,
* Faire comme il y a 6 ans, à savoir, renvoyer nos adhérents voter sur leur section locale,
* Ne pas prendre part au vote.

 Ne pas prendre part au vote serait à mon sens une erreur grave, surtout après nous être battus au dernier Congrès pour que les sections d’entreprise redeviennent une priorité du Parti.

 Voter sur les locales s’est avéré très compliqué et a créé des frustrations importantes.

 Voter tous à Paris alors qu’à peine 30 camarades sur 200 vivent ou travaillent à Paris peut également poser question.

 Voilà le dilemme que nous nous sommes posés en Comité de Section et que nous n’avons pas voulu trancher alors que nous pouvions en discuter en AG.

 Il se peut que ce point ne suscite pas beaucoup de réactions mais il nous semblait important de l’aborder. C’est pourquoi j’ai préféré bien récapituler les choix passés.

 Pour finir, je rappellerai simplement pour nos nouveaux (et même nos pas nouveaux !) adhérents, que la fédération de Paris organisera une formation d’accueil des nouveaux adhérents le samedi 9 novembre sur toute la journée avec une présentation du Parti et de son fonctionnement et des formations courtes d’économie, histoire du Parti et du mouvement ouvrier, philosophie et écologie. C’est un format très intéressant pour mettre le premier pied dans le Parti et commencer à appréhender certains enjeux, les débats qui peuvent exister derrière, y compris à l’intérieur du Parti et la richesse des réflexions que peuvent avoir les commissions du Parti.

 Merci de m’avoir écouté.